Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

20 octobre 1994 – n° 1187
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Re-ceci et re-cela

Le phénomène de la mode n'épargnant rien ni personne, le langage s'y trouve bien évidemment soumis. Ainsi sied-il aujourd'hui de maîtriser le jargon technocratique-managérial et, surtout, de parler «politically correct» (PC pour les intimes). Et, comme si cette contrainte ne suffisait pas, chaque société a en plus ses tics – ou ses coquetteries – de vocabulaire. En la matière, le choix de notre époque est simple, évident, obsédant même: la vogue est au préfixe re-, celui qui indique le retour en arrière ou la répétition. On l'utilise avec prédilection non seulement dans les quelque deux mille mots auxquels il donne une allure de déjà vu, mais aussi pour fabriquer des néologismes bien de notre temps.

Ainsi, tout projet d'envergure connaît tôt ou tard un redimensionnement; l'industrie se redéploie et se relocalise à l'échelle planétaire; les patrons helvétiques réclament la revitalisation de l'économie; le gouvernement vaudois a désigné un groupe d'experts chargé de préparer la reréglementation; venue des Etats-Unis, la nouvelle méthode de gestion s'appelle reconfiguration et fera parmi les cadres d'entreprise des ravages plus graves encore que les restructurations chez les travailleurs du rang; les chefs et les autres vont donc se retrouver sur les bancs des cours de recyclage; la gauche française n'en finit pas de se recomposer, avec notamment la participation des communistes refondateurs. Bref, on se resitue de partout.

Voilà un phénomène, un type de réaction, des attitudes et des comportements bien de notre époque, marquée par des difficultés économiques dont on sent qu'elles ne sont pas seulement conjoncturelles et donc passagères.

Sauf pour les amateurs de paradoxes ou pour les esprits cyniques, la crise n'est pas une chance virtuelle, mais bel et bien un risque social majeur et bien réel; sa survenance ne provoque pas seulement le chômage et la nouvelle pauvreté (on ne dit pas encore repauvreté) mais induit aussi un

réflexe de repli, de recul. Une sorte de Bérésina collective, une espèce de Marignan, le bon ordre en moins.

Inversément. On peut présenter une telle retraite comme une décision réaliste et une manoeuvre raisonnable; on peut tenir le mouvement de concentration et de restructuration de l'économie pour une réponse adéquate à la crise et une bonne manière d'en préparer la sortie. Telle est l'ambiguïté du cher préfixe re-: il n'indique pas seulement le retour en arrière, le contraire du progrès, mais aussi parfois, signalent les dictionnaires, un mouvement d'achèvement, de réunion. La répétition amène l'approfondissement.

De fait, le repli sur soi n'est pas forcément celui de l'égoïsme ou de la peur; la retraite peut aussi correspondre à un temps de réflexion, de révision fructueuse. Nul doute que la plupart des grands projets et des systèmes hérités des années fastes comportent une part de gaspillage – et donc de mépris – des ressources, que l'on ne peut plus se permettre.

Cette nécessaire auto restriction n'a rien à voir avec un puritanisme d'essence bien protestante, ni même avec la pensée bourgeoise qui se résume à réclamer des économies dans les budgets publics.

Au contraire, un projet d'urbanisme ou d'infrastructure repensé, un investissement ou un équipement redimensionné, un organigramme ou un mode de décision réaménagé présente un gain pour toute la société qu'il concerne. Ainsi allégée, elle trouve mieux la force de se concentrer sur les dossiers vraiment primordiaux et d'affronter les questions fondamentales qui se posent à elle.

En Suisse où le perfectionnisme et le goût du détail s'unissent pour empêcher de faire simple et coûtent cher, très cher, nous avons tout intérêt à revoir nos méthodes pour les réajuster à nos objectifs. A défaut, ce sera de plus en plus le re-ceci au lieu du re-cela, le ressassage au lieu de la repensée.

YJ

La modestie est de mise

(jd) Que retenir du récent voyage de Ruth Dreifuss à Bruxelles? Tout d'abord, qu'il était temps qu'un membre de l'exécutif helvétique reprenne contact avec les autorités européennes pour marquer notre intérêt à l'ouverture rapide de négociations: l'incessant défilé des émissaires des pays de l'est européen pourrait faire oublier la présence de la Suisse au cœur du continent. Ensuite, qu'il venait à propos de manifester d'autres préoccupations que celle des transports, un dossier certes important, mais brandi avec une telle insistance par la Suisse qu'il en vient à relativiser tous les autres.

L'Union européenne semble prête à entamer les négociations sur cinq dossiers: la libre circulation des personnes et les produits agricoles, où elle est demandeuse; les marchés publics, les obstacles techniques au commerce et la recherche, qui intéressent prioritairement la Suisse.

La présidence allemande, bien disposée à notre égard, insistera pour qu'une décision positive tombe lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres du 31 octobre. C'est une chance à saisir pour mettre enfin le pied dans ce bilatéralisme auquel nous sommes provisoirement condamnés. Une chance qu'il ne faut à aucun prix galvauder en chargeant le bateau. Par exemple en regrettant bruyamment que le dossier des transports ne soit

pas joint à cette première négociation. Inutile qu'Adolf Ogi monte une nouvelle fois sur ses grands chevaux pour dénoncer ce retard. En mai dernier, le Conseil fédéral était tombé dans le panneau: dans son communiqué saluant la décision de principe du Conseil des ministres d'ouvrir les négociations avec la Suisse, il n'avait pu s'empêcher de tancer l'UE, peu pressée de s'engager dans le domaine des transports routier et aérien. Une réaction qui avait provoqué des hochements de tête agacés à Bruxelles. Avec ce genre d'attitude, le Conseil fédéral renforce l'image d'une Europe désireuse de faire plier la petite Helvétie et, plutôt que de préparer l'opinion au nécessaire rapprochement avec l'Europe, la confirme dans son hostilité.

Le Conseil fédéral ne semble pas avoir encore bien saisi la situation. Après le refus de l'Espace économique, la Suisse n'est plus en position d'exiger un calendrier et un ordre du jour à sa convenance. Pas plus qu'elle n'a le loisir de garder des atouts dans sa manche. Nous sommes demandeurs, c'est donc à nous de nous adapter à l'Europe, si possible dans les meilleures conditions et de préférence de manière autonome (DP n°1179: Prendre des risques unilatéraux). Mais où est donc le fameux pragmatisme helvétique? ■

Economiser

A l'heure où les autorités sont confrontées aux déficits budgétaires et cherchent à limiter les dépenses

publiques, le plus souvent dans la précipitation et sans vision d'ensemble, il est intéressant de connaître l'avis de la population, tel qu'il ressort d'une récente enquête UNIVOX. Les personnes interrogées devaient décider de la répartition des ressources budgétaires entre les différents secteurs d'activité de l'Etat, en choisissant

où dépenser plus, la même chose ou moins qu'actuellement. Sans commentaire. ■

Postes budgétaires	plus	la même chose	moins
Logement social	60	34	7
Troisième âge	51	47	2
Environnement	51	45	4
Education	42	54	4
Aide aux chômeurs	35	52	13
Santé	33	57	10
Science et recherche	32	55	13
Transports publics	32	52	16
Culture	27	60	13
Sécurité, armée, police	13	53	34
Routes et parkings	5	32	63

(Chiffres en %)

Chiffres trompeurs

La statistique du chômage est trompeuse; elle ne traduit de loin pas la situation sur le marché du travail. L'Institut de recherche conjoncturelle de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (KOF) prévoit un taux de chômage de 4,2% pour 1995 et de 3,6% pour 1996. Mais ce recul est dû pour l'essentiel à la disparition de la statistique des chômeuses et chômeurs de longue durée ayant épuisé leur droit aux indemnités, à celles et à ceux qui renoncent à une activité professionnelle et aux mises à la retraite anticipée.

Le KOF estime à 300 000 le nombre des personnes désirant actuellement trouver un emploi, soit près de deux fois l'effectif des chômeurs officiels. C'est dire que la reprise annoncée de la croissance économique - +2,5% l'an prochain et +2,7% en 1996 - ne pourra guère atténuer ce grave déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

Parallèlement, les offres d'emploi augmentent dans la presse. Le supplément qui leur est consacré dans le *Tages Anzeiger* avait 52 pages le jeudi 13 octobre.

On oublie vite les minces cahiers d'il y a quelques mois. Un paradoxe qui n'est qu'apparent. ■

La Finlande et la Suisse

REPÈRES

57% de Finlandais se sont prononcés dimanche 16 octobre pour l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Les opposants ont réuni 43% de «non». Ils représentaient, entre autres, surtout les milieux agricoles. L'agriculture, qui représente 3% du PIB, est formée de petites exploitations, largement subventionnées.

(ag) Le oui des Finlandais était attendu. Face à une Russie instable, l'ancrage européen est un réflexe de sécurité. S'y surajoutaient les raisons économiques. La Finlande n'est pas encore remise de l'effondrement de son commerce avec l'Est, comme en témoigne le canal de Vyborg, construit à grands frais pour exporter les produits finlandais vers St-Petersbourg, aujourd'hui désert, à l'exception de quelques croisières touristiques.

La Suisse, lit-on dans les commentaires, est concernée: l'AELE perd une nouvelle maille. Résultat prévu et commentaire conformiste. Or la réalité est plus riche.

De fait, les liens fino-suisse sont plus étroits, affectivement, que ne le suggère la distance géographique. Et les analogies ressenties ne se limitent pas aux lieux «communs» de neige, de sapin et de lac.

On a oublié, dans les commémorations innombrables de la dernière guerre, ce qu'a signifié en 1939 l'agression de l'URSS stalinienne contre la Finlande se défendant seule. La participation émotive de la Suisse fut inouïe. Les exploits des patrouilles de skieurs de fond finlandais surprenant des troupes russes moins mobiles étaient vécus comme autant de Morgarten. Même si, après trois mois, la Finlande dut capituler devant une attaque frontale dans l'isthme de Carélie, son esprit de résistance contribua à fortifier

en Suisse la volonté de tenir bon. Si la Finlande reprit les armes en 1941 contre l'URSS, elle sut faire reconnaître sa situation particulière en signant en 1944 (il y a cinquante ans) un armistice séparé, ce que la Hongrie de Horthy, elle, ne réussit pas.

Le maréchal Mannerheim, auquel Henri Guisan vouait une grande admiration, pour ses qualités militaires et par affinités idéologiques de conservateur de droite, est mort à Lausanne. Le rapatriement de son cercueil se fit avec les honneurs militaires. Non, la Finlande n'est pas, pour la Suisse, n'importe qui. Il est évident que son choix européen, que l'on croit facilement expliquer, est aussi celui d'un pays neutre, farouchement accroché à son indépendance, si récente qu'elle soit (1917). A moins qu'il n'y ait plus de mémoire collective, nul doute que son vote touche la Suisse au profond.

Le choix de la Finlande va peser sur le destin des pays baltes et notamment de l'Estonie, qui parle une langue proche, et qui est voisine: Helsinki-Tallin, 80 kilomètres. L'immédiate proximité de la Russie va renforcer la neutralisation des politiques extérieures nationales.

Le visage de l'Union européenne a changé, dimanche, en profondeur. La Suisse aura à en tenir compte. Cela dépasse le sort de l'AELE. ■

Médias

Naissance du supplément genevois *Matin Dimanche*. Une équipe d'une dizaine de rédacteurs prépare ce cahier diffusé dans une partie de la Suisse romande et les régions françaises voisines.

24 Heures renforce son enracinement vaudois en développant l'information locale. La campagne précédant cette mutation a permis de redécouvrir les sobriquets des habitants de nombreuses localités.

Pour ne pas avoir à tricher avec l'actualité, le magazine hebdomadaire allemand *Focus*, qui fait trembler le traditionnel *Spiegel*, a publié deux éditions cette semaine. Lundi, l'édition normale et mardi une édition spéciale, consacrée aux résultats et commentaires électoraux.

La télévision alémanique a produit, jusqu'ici, cinq films pour la série criminelle *Tatort* (le lieu du crime) des télévisions de langue allemande (*SSR*, *Autriche 2*, et *Allemagne 2*). Les quatre premières ont été pro-

duites en dialecte alémanique pour la Suisse et en version allemande pour les autres diffuseurs. La cinquième séquence en allemand seulement, pour des raisons budgétaires et linguistiques. Ce sera encore le cas pour la prochaine émission.

LIFTING

Le Courrier cherche un million de francs, montant de la souscription ouverte, pour se lancer dans un lifting ambitieux, qui comprendra l'ouverture d'une antenne vaudoise et ce, bien que l'existence du *Courrier* soit toujours menacée financièrement. «Face à l'adhésion de disciples de plus en plus nombreux aux dogmes et préceptes de la secte libérale, demander la réalisation d'une civilisation qui donne à chacun de quoi se nourrir correctement, un logement, les soins essentiels et une instruction lui permettant de comprendre le monde devient hautement subversif», écrit *Le Courrier* dans son communiqué de presse, et il ajoute: «Qui d'autre défend ce projet, dans l'actuel concert médiatique». Peu de journaux, en effet. ■

Renouveler les mythes

(jd) La Suisse doit se débarrasser des mythes qui l'empêchent de définir son avenir. Cette opinion, largement répandue dans les médias et partagée par nombre d'intellectuels et de politiciens progressistes, est vigoureusement contestée par Beatrix Mesmer, professeure d'histoire à l'Université de Berne.

RÉFÉRENCE

Beatrix Mesmer s'est exprimée dans le cadre d'un séminaire organisé le 17 septembre dernier par l'association «Agir pour demain».

Pour Beatrix Mesmer, il s'agit de créer de nouveaux mythes plutôt que de détruire les anciens. Tenter de démolir les mythes fondateurs de l'identité helvétique ne peut être que contre-productif. Les résultats des dernières votations populaires en témoignent: une majorité se cabre et se raccroche d'autant plus aux valeurs de neutralité et de souveraineté qu'elle les croit menacées. La modernisation de la Suisse ne passe pas par une rupture avec le passé, mais par une continuité, un ajout adapté à l'indispensable ouverture de notre pays à l'Europe.

Beatrix Mesmer compare l'histoire des mythes helvétiques à une lasagne, cette spécialité culinaire constituée de plusieurs couches superposées.

La première couche, celle du mythe fondateur, apparaît au 15^e siècle pour justifier a posteriori le soulèvement des paysans hérétiques contre la dynastie des Habsbourg. Dans cette perspective, la flèche de Guillaume Tell traduit le jugement de Dieu qui résout au plus haut niveau la controverse entre les montagnards des cantons primitifs et les princes étrangers. C'est le mythe de la libération.

Le mythe alpin

La deuxième couche, celle du mythe alpin, répond au souci d'opposer une image positive, celle de la nature, à la culture aristocratique considérée comme dégénérée. Ce mythe trouve son expression la plus pure dans le poème d'Albrecht von Haller, «Les Alpes».

La troisième couche, celle de la République helvétique, est un mythe négatif. Quand bien même ce régime a profondément influencé l'Etat démocratique moderne, il fonctionne dans la conscience suisse comme la métaphore de la domination étrangère, de l'égalitarisme et de la désunion nationale.

La quatrième couche, également un mythe négatif, présente les catholiques comme les victimes de l'influence pernicieuse du conservatisme étranger, menaçant l'indépendance de la Confédération. On a reconnu là, bien sûr, le mythe des Jésuites, qui naît peu avant la guerre du Sonderbund.

La cinquième couche, le mythe constitutionnel, justifie l'existence de l'Etat fédéral contre les puissances voisines. Pour le juriste Carl Hilty, cet Etat «est né en totale opposition à toutes ces grandes puissances, d'une idée, d'une pensée et d'un vouloir politiques qui se développent toujours plus clairement». C'est le mythe de la Suisse, nation volontaire.

La couche suivante, celle de la neutralité, se constitue dans une Europe où dominent les Etats-nations surarmés. Alors que les pères de la Suisse moderne n'avaient pas cru bon de mentionner la neutralité dans la Constitution, parce qu'ils la considéraient comme un simple moyen au service de la politique, cette neutralité devient rapidement un attribut de la souveraineté helvétique.

La dernière couche enfin, le mythe de la qualité et de l'effort, mais aussi celui du réduct, date de la dépression des années 30.

Des représentations fondatrices

Qu'ils remplissent une fonction défensive, comme le mythe de la libération ou celui des Alpes, ou unificatrice comme le mythe de la Constitution, les mythes sont des justifications légitimes d'un ordre politique, une manière d'exprimer sa différence. Plus que de pures inventions, ils constituent des interprétations de la réalité qui permettent à une société de survivre. Et à ce titre ils font partie intégrante de la réalité, se développent et se complètent au gré des nécessités.

Aussi le choc fut grand lorsque nos mythes se révélèrent inadaptes à l'évolution de notre environnement international. Un choc qui s'est traduit jusqu'à présent par un réflexe de repli, de fermeture.

Pour contrer ce réflexe, Beatrix Mesmer suggère de prolonger nos mythes plutôt que de les mettre au rebut. Créer une couche nouvelle qui viendra se superposer aux précédentes et qui présente la Suisse comme une partie de l'Europe: n'a-t-elle pas, aussi bien que ses voisins, mis en pratique les valeurs occidentales? Et n'est-elle pas, de par sa position géographique, investie d'une responsabilité européenne? D'ailleurs n'a-t-elle pas réussi la cohabitation de plusieurs langues et cultures dans le respect de leurs différences, comme l'Europe devra bien y parvenir?

Un nouveau mythe ne se constitue pas de lui-même, spontanément. Ses thèmes doivent nourrir le discours politique quotidien, pour que la conscience populaire s'en imprègne et y trouve les nouvelles raisons d'être collectives. Car l'argumentation économique ne suffira pas à convaincre les Suisses de participer pleinement à l'Europe; seules des raisons politiques feront le poids, pour autant qu'elles acquièrent une dimension mythique et prennent place dans la lasagne des idées-force qui ont fait la Suisse. ■

Quelques noix sur un bâton

(ag) *Tous les Romands, de la grande famille francophone, vivent avec étonnement, complexe ou orgueil, c'est selon, leur usage de la langue française, ponctuellement différent de la norme parisienne. L'affaire ne se limite pas à l'équation soixante-dix = septante*

REPÈRES

Georges Arès. *Parler suisse, parler français*. Editions de l'Aire, 1994.

Savez-vous qu'effeuillant les marguerites, les Français sont plus lyriques que les Romands. La formule suisse est: je t'aime, un peu, beaucoup, passionnément, pas du tout. La formule française: je t'aime, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout.

Ramuz, dans ce qui fut sa découverte de Paris, nous a familiarisés avec l'incompréhension que suscitent certains de nos particularismes. Le droguiste ignorait l'usage de *l'esprit de vin*, il ne connaissait que l'alcool à brûler. Et que pouvait signifier outre-Jura, pour des catholiques français, étrangers aux formes du catéchisme protestant (abréviation: le caté), au temps où le week-end n'était pas une évasion généralisée, cette expression mystérieuse: *l'école du dimanche* ?

Georges Arès a réuni dans un petit lexique nos différences. C'est un délicieux dictionnaire. Il ne se consulte pas, il se lit comme on joue. Car on se croit averti; on ne confond pas le *bourillon* avec le bourrichon; on se flatte de connaître quelques mots d'origine patoisante, maintenus par tradition paysanne, comme les *modzons* dans nos prés; on se méfie des germanismes qui ont transité par la gymnastique, sport helvétique, qui nous a valu le *reck*, sans parler des traditions militaires qui ont fait le succès du grade de major (Ja, Herr Major), au point que les boutein-train locaux peuvent être promus *major de table*. Malgré toute votre culture régionaliste, Georges Arès vous surprendra souvent.

Quelques exemples choisis pour une mise en appétit de lecture. Le mot *hydrant*, qui nous vient de l'allemand, mais à partir d'un

radical grec, est inconnu au standard, alors que ces bornes peintes en rouge font partie de notre mobilier urbain. Les prises d'eau sont souterraines en France, désignées par le terme poétiquement effrayant de bouche d'incendie.

Quoique savant et forgé par Jean Piaget, *logopédiste* ne s'utilise pas en France où l'on recourt au terme orthophoniste.

J'ai été surpris, mais j'ai résisté, à la condamnation du terme *pression* utilisé au sens de tension sanguine. C'est peut-être un germanisme (cf. Blutdruck). Mais *prendre la pression* correspond si bien à cette *pétufle* ou plutôt cette chambre à air que gonfle le médecin et qui vous serre et presse le bras.

Intéressant encore, cette manière romande d'amenuiser la finale de certains adjectifs en les substantifiant: *trempe* pour trempé, *enfle* pour enflé. Son habit est *trempe* et sa main *enfle*. Inversement, le goût pour les finales en *ée*, aux sonorités parfois épaisses: *sonnées*, *bramées*, etc...Partez vous-mêmes à la découverte !

Petite contribution personnelle et helvétiste. Le substantif *une fédérale*, au sens d'une cuite carabinée: *il en tient une fédérale*. Référence au retour des fêtes fédérales de gym, de tir et de chant et aussi à la supériorité du droit fédéral sur le droit cantonal ! ■

Musées: célébrer une nouvelle messe

(jg) De Gianadda au Mamco de Genève, en passant par Edelman et l'Hermitage, la scène des arts plastiques a connu une expansion énorme depuis une quinzaine d'années. On peut observer la majorité des visiteurs (nous nous y incluons) passer d'une salle à l'autre avec une nonchalance souvent distraite, regarder les étiquettes en fronçant les sourcils, se hasarder à quelques commentaires qui vont de la platitude à la cuistrerie.

Il y a bien quelques conférencières, qu'écoute un public quasi entièrement féminin, à croire que les hommes répugnent à montrer leur ignorance ! Mais, on le sait bien, la perception profonde d'un tableau nécessite un travail d'approche, une préparation, un apprentissage et une longue station devant l'œuvre, toutes conditions rarement réunies. Alors que faisons-nous vraiment à Martigny ou dans la propriété Bugnon ?

Et si d'une certaine manière, toute symbolique, nous y célébrions la fierté d'appartenir à une collectivité, comme lorsque nous encourageons l'équipe suisse de football devant la télé, ou Servette au stade des Charmilles. Au fond, on n'en revient pas: dans notre petit coin de terre, on organise des expositions dont parle la presse des pays voisins: et ces visiteurs, là, ils viennent de l'étranger, et ce tableau, regardez, il a été prêté par le Moma de New-York.

Les collectivités n'ont plus guère de moyens pour s'auto-célébrer et fournir des symboles rassembleurs. Pendant longtemps, l'architecture a joué – un peu – ce rôle. Aujourd'hui, elle est une source de divisions. La consommation culturelle et les expositions ont peut-être pris le relais. Les supporters du Lausanne-Sports et les admirateurs d'Auberjonois obéissent à un même mouvement. ■

L'INVITÉ DE DP

Un tournant dans l'histoire de la sécurité sociale

3 octobre 1994: le Grand Conseil du canton du Tessin approuve une modification de sa loi sur l'aide sociale, instaurant ainsi un véritable revenu d'insertion. Un événement unique en Suisse, une décision courageuse, qui fait passer l'aide sociale à l'échelon cantonal.

Jean-Pierre Fragnière

professeur à l'EESP (Ecole d'Etudes Sociales et Pédagogiques), Lausanne

En 1846, le canton de Glaris promulguait une ordonnance limitant la durée du travail dans les filatures de coton. Sans doute le premier texte de législation ouvrière (au monde) adopté par un vote populaire. Glaris avait-il conscience de faire œuvre de pionnier ? Répondait-il pragmatiquement à une urgence de ces temps d'industrialisation sauvage ?

Aujourd'hui, sous le choc d'une extension massive du chômage, les instruments classiques de la sécurité sociale s'affolent. L'assurance-chômage passe de l'autosatisfaction à la béance des déficits. L'assurance-invalidité se gonfle de milliers de «handicapés sociaux», l'aide sociale voit ses effectifs grossir des cohortes des «fins de droits». Il fallait réagir. Le canton du Tessin a osé.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédactrice:

Valérie Bory (vb)

Ont également collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Pierre Imhof (pi)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Jean-Pierre

Fragnière

Composition et maquette:

Valérie Bory, Murielle Gay-

Crosier Marciano,

Françoise Gavillet

Administrateur-délégué:

Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et

Métiers SA, Renens

Abonnement annuel:

80 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1

case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone:

021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

CCP: 10-15527-9

Le modèle français

La nouvelle législation s'inspire du modèle français de revenu minimum d'insertion (RMI), elle l'adapte finement aux spécificités helvétiques. Elle admet qu'il est absurde de distribuer passivement, et dans un climat de culpabilisation prononcé, l'obole de la survie à celles et ceux qui ont été exclus du marché du travail. Il s'agit de renverser la vapeur et de prendre des initiatives pour que l'aide publique stimule un processus d'insertion, en encourageant la participation active des bénéficiaires, dans le cadre d'un contrat porteur de projets. Sans illusions naïves. Il faudra inventer d'autres manières de se sentir inclus dans la vie sociale.

Culpabilisation des "assistés"

La méfiance séculaire à l'égard du pauvre ou du «quémandeur» ne disparaît pas d'un coup de baguette magique. Il faut bien donner quelques gages à ceux que hante la peur des abus. Cependant, le projet tessinois est résolument positif. Il propose un contrat passé entre le bénéficiaire et les instances susceptibles de l'accompagner dans son parcours de réinsertion. Il lui reconnaît un droit de recours. Il envisage la possibilité d'un échec momentané en ouvrant la porte à des réorientations. Surtout, il consacre le fait que ce revenu n'est pas remboursable (contrairement à l'aide sociale). Il admet que les efforts engagés par le bénéficiaire peuvent lui apporter quelques ressources complémentaires sans que la nécessité de rembourser le moindre centime n'induisse des comportements en termes de «à quoi bon ?». Il ouvre un espace à la formulation d'un projet véritable-

ment porteur d'espoirs. La mise en œuvre d'un tel projet implique un engagement des acteurs publics et privés.

L'administration, les entreprises et le secteur associatif sont définis comme partenaires invités à apporter leur concours pour la définition et l'exécution des contrats d'insertion. De leurs réponses dépendra l'efficacité du dispositif.

On sait dans quel «parcours du combattant» doit s'engager la personne exclue de la vie professionnelle. Mois après mois, de guichet en guichet, elle est confrontée à des spécialistes appliquant des logiques administratives souvent peu compatibles. Les ravages de la division excessive du travail et des corporatismes éclatent aux yeux de ceux qui sont déjà chargés de lourdes difficultés.

Passer de la commune au canton

Le projet tessinois appelle explicitement à la coopération et à la convergence. Il invite à abattre des murs d'incommunication pour construire des démarches cohérentes. Il évoque également les exigences de formation des professionnels de l'action sociale. Des efforts de concertation, voire d'apprentissage commun s'imposent comme conditions de réussite. Les immobilismes et les hésitations ne sont plus supportables.

La commune est le lieu de l'aide sociale. Une telle situation n'est plus de mise lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les contrats d'insertion. Pour dépasser le bricolage, il importe d'atteindre une «masse critique» que seuls peuvent offrir les régions et les cantons. Le projet tessinois l'admet explicitement. Il représente un exemple pour les autres cantons.

Certes, les modifications intervenues au Tessin sont modestes par rapport aux problèmes qui vont déferler dans les années qui viennent. Le conseiller d'Etat Pietro Martinelli, ainsi que Piergiorgio Jardini, les architectes du projet, l'indiquent clairement. Ce pas en avant est un encouragement pour toutes les initiatives récentes prises en Suisse, dans les cantons latins surtout, en vue de lutter contre l'exclusion. L'Office fédéral des assurances sociales a amorcé des démarches de promotion de l'information et de la coopération. Il faudra passer la deuxième vitesse. Il n'est plus possible de s'abriter derrière les argumentations paresseuses qui se réfèrent à la morosité des finances publiques et à l'opposition populiste. Le Tessin en sait quelque chose. ■

Touche pas à ma bagnole

LES «LIÈVRES DU BITUME»

Pour le juge fédéral Martin Schubarth, qui s'exprimait récemment lors d'un colloque sur la circulation routière, l'automobile est trop souvent un «facteur criminogène». Martin Kiliás, juriste et doyen de la Faculté de droit de Lausanne, plaide, lui, pour des mesures contre les «lièvres du bitume».

(pi) Il y a de bonnes idées dont on sait par avance qu'elles ne se réaliseront pas avant longtemps. Inutile donc d'en analyser le bien-fondé ou l'efficacité. Reste la réflexion sur les réactions qu'elles suscitent.

Martin Killias, professeur de droit pénal et de criminologie, et Martin Schubarth, juge fédéral, proposent d'équiper les voitures d'un dispositif les empêchant de dépasser la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes, soit 120 km/h.

La contribution de cette mesure à l'augmentation de la sécurité routière sera certes minime – et c'est un des arguments avancés par ceux (le masculin est ici indiqué) qui s'y opposent: la part des accidents survenant sur l'autoroute à cause d'une vitesse supérieure à 120 km/h est faible. Mais s'il fallait se limiter aux seules mesures les plus efficaces – interdiction de consommer de l'alcool, limitations de vitesse en dehors des autoroutes, limitation du nombre de chevaux en fonction du poids du véhicule, etc – ces mêmes opposants se plaindraient d'une atteinte inadmissible à leur liberté. Il ne faut donc rien faire, même si le seul usage de la liberté qu'ils défendent, c'est de pouvoir tourner la loi.

L'opposition à la proposition des deux juristes relève, comme si souvent dans le domaine des transports, de l'irrationnel le plus pur. Car comment soutenir sérieusement l'inopportunité d'une mesure qui ne fait que conformer un engin aux limites que la loi pose pour son utilisation ?

L'argument le plus ridicule est évidemment celui de la réserve de puissance: on aurait besoin, dans des situations périlleuses, de dépasser la vitesse-limite pour se sortir d'affaire. C'est bien cette réserve de vitesse qui incite les conducteurs à se mettre dans des situations dangereuses, pour eux et pour autrui. On ne voit d'ailleurs pas, sur l'autoroute, de quel mauvais pas on pourrait se sortir grâce à une accélération à 160. Tout au plus peut-on espérer ne pas rater la prochaine sortie après un dépassement aventureux.

Dans cette affaire, le credo libéral tient du plus pur infantilisme: touche pas à mon jouet. Et ce n'est pas une innovation que de ne pas laisser entre n'importe quelles mains des engins d'usage dangereux. Ou alors, pourquoi interdire la vente de pistolets mitrailleurs, leur utilisation sans danger pour autrui étant tout à fait envisageable pour des personnes responsables ?

Mais un large pan de la pensée libérale doit m'échapper: les mêmes qui s'offusquent qu'on puisse empêcher les voitures de dépasser la vitesse autorisée sont les premiers à se

manifestent pour défendre l'Etat de droit en d'autres circonstances. Et s'ils appliquaient à d'autres domaines la même logique que pour le bridage des voitures, ils défendraient par exemple la vente libre de stupéfiants. Car enfin, rien n'indique que quelqu'un qui achète de l'héroïne va ensuite se l'injecter. ■

CENSURE

Un rédacteur en chef démissionne

(vb) Le rédacteur en chef du *Journal de l'Ouest* (Lausanne), Raymond Fawer, a démissionné avec effet immédiat, après avoir mis sur la sellette, dans un article critique, le président de la direction générale d'EOS (Energie Ouest Suisse), Christophe Babaïantz.

L'assemblée de la société commerciale et industrielle de Renens, affiliée à l'UVACIM (Union vaudoise des associations commerciales, industrielles et des métiers), avait invité comme orateur le directeur d'EOS, le 16 juin. A l'issue de la conférence, Raymond Fawer a posé une question sur le potentiel d'économies réalisables actuellement dans le domaine de la consommation d'électricité, en citant un texte d'EDF (Electricité de France) paru dans *Les Cahiers de l'Electricité*, édités par EOS et faisant état d'une économie potentielle de 8%. S'étant entendu sèchement «moucher» par Christophe Babaïantz, Raymond Fawer a rendu compte dans son journal des débats de la soirée et a traité également du thème des économies d'énergie, dans lequel il a fustigé le directeur d'EOS. Ce dernier a demandé un droit de réponse, publié le 18 août, auquel le journaliste s'appropriait à répondre dans le numéro suivant. Or, sa prise de position n'a pas paru, à la suite d'une intervention de l'éditeur, qui intercepte in extremis le texte du rédacteur en chef. Celui-ci menace alors de démissionner si l'éditeur ne lève pas sa censure. L'éditeur fait couper dans le texte par le secrétaire de rédaction. La réponse de Raymond Fawer paraît le 8 septembre, tronquée. Mis devant le fait accompli une deuxième fois, le rédacteur en chef n'a plus qu'à donner sa démission et en appeler à la Fédération suisse des journalistes pour défendre ses droits. ■

Contestation

Trois candidats sont présentés par les partis pour repourvoir le siège de juge de paix dans l'arrondissement 11 de la ville de Zurich. Les socialistes, qui détiennent la fonction depuis 1932, ont présenté une femme. Les partis bourgeois, PDC, Radicaux et UDC, avec un candidat du PDC et un juriste sans parti, contestent le siège socialiste. ■

Histoire d'un migrant

Le Burkina-Faso est depuis des décennies le pôle d'observation des migrations sous-régionales. La plupart des migrants burkinabés vont chercher du travail en Côte-d'Ivoire. Fait original: ces migrations ne détruisent pas le tissu social. Elles obéissent à une stratégie familiale et sont devenues partie de l'organisation sociale.

« J'ai défriché le champ de mil. Il faut que tu t'occupes du champ d'argent »

(vb) La trajectoire de Pascal, paysan du Burkina-Faso, illustre un phénomène social remontant à l'époque coloniale, au travail forcé et au déplacement de la main-d'œuvre vers les zones côtières, où la France mettait en place de nouvelles cultures, dans ce qui s'appelait la Haute-Volta. Aujourd'hui encore, pour des raisons liées à la monétarisation de l'économie et à la démographie, une frange de jeunes se voit poussée à émigrer en direction des villes de l'intérieur du pays ou vers les pays voisins (Côte-d'Ivoire, Ghana, Gabon). Cette émigration échappe en grande partie au contrôle des gouvernements.

Le père de Pascal, Mwèguèlè (qui avait fait la guerre 14-18), avait accepté que ses enfants se convertissent au christianisme, apporté au début du siècle par les missionnaires blancs, très actifs dans le Ghana voisin. C'est ainsi que Pascal apprend à lire et à écrire, vers la fin des années trente. A l'âge de 16 ans, il obtient du chef de famille – le frère aîné, étant donné la disparition du père – l'autorisation d'émigrer, en ces termes: «Nous n'avons pas eu la chance d'aller à l'école (...). Si aujourd'hui certains de mes amis d'enfance sont devenus fonctionnaires (réd. salariés), cela signifie que moi aussi j'aurais pu réussir, si mon père avait accepté de m'inscrire à l'école. Maintenant, nous devons gagner notre vie en grattant la terre. Nous n'avons jamais manqué de nourriture, mais nous ne devons pas rester tous ici. J'ai défriché le champ de mil. Il faut que tu t'occupes du champ d'argent».

Déjouer les mauvais tours des génies

Pascal quitte son village au petit matin, un jour de septembre 1954. La séparation avec le village doit s'effectuer dans la plus grande discrétion, afin de déjouer les mauvaises intentions des sorciers et génies du village. A Bobo Dioulasso, Pascal a un point de chute, chez son cousin Pierre. C'est là que passe le train qui vient de Ouagadougou et mène à Abidjan. Le lendemain, Pascal est arrivé à destination, à Agboville. Il y est reçu par un ami de son cousin, Kouamé, un Ivoirien, ancien combattant de la deuxième guerre mondiale, comme le cousin Pierre.

Pascal commence à travailler dans les plantations, un travail risqué; il voit mourir plusieurs de ses coéquipiers, écrasés par les arbres, piqués par un serpent, tués par des animaux sauvages. Se succèdent différents emplois, chez une restauratrice, pour laquelle

il pose des pièges dans la forêt, comme boy chez un Européen, ouvrier dans une usine d'huile de palme. Au bout de deux ans de séjour en Côte-d'Ivoire, Pascal rentre au village et présente le contenu de sa valise au chef de famille. On expose les «trophées de la migration». Tout ce qu'il a pu acquérir est passé au peigne fin. On lui indique alors de quels effets ou objets il peut disposer personnellement. La présentation de la valise est l'occasion de raconter comment il a acquis ce qu'il rapporte, quels sont les destinataires des cadeaux achetés, combien a coûté le voyage de retour, etc. Le chef de famille prélève une partie de l'argent, dont le montant du voyage aller.

Cette première étape de sa vie réalisée, Pascal se voit incité par le frère aîné à prendre femme. «Actuellement, nous avons les moyens de payer la dot de ta femme. Il nous reste encore du bétail et un grenier de cauris (coquillages servant de monnaie). Mais qui sait ce qui peut arriver. Si je meurs avant ton mariage, tu seras bien obligé de payer de ta poche la dot de ton épouse (...).

Pascal occupe encore différents emplois à Abidjan, puis le village fête son mariage. Il retourne en Côte-d'Ivoire, déménage au fil des emplois, et rentre périodiquement.

Le dossier-retraite

Pascal aura huit enfants, élevés en partie en Côte-d'Ivoire et au Burkina-Faso. Le deuxième, qui coûte le quart du salaire, où logent aussi femme et enfants, devient à son tour le siège d'un réseau de solidarité pour de nouveaux migrants burkinabés, via le clan familial ou la chorale villageoise.

Plus de trente ans ont passé. Pascal doit quitter son dernier emploi, chez le directeur d'une société sucrière, qu'il avait suivi au nord du pays. Il travaillera encore pour les prêtres d'une paroisse. «Admis à la retraite» en 1989, Pascal est obligé de rester encore de longs mois en Côte-d'Ivoire pour suivre son dossier de futur pensionné. Son frère Jean décède et conformément à la tradition, il devient le chef de famille. Il retournera en Côte-d'Ivoire dans l'unique but de suivre l'évolution de sa demande de pension de retraite, qu'il touchera en 1990. Pascal vit aujourd'hui auprès des siens et cultive les champs, avec un seul regret, celui de n'avoir pu construire, ayant dû assurer la scolarisation de ses huit enfants, une maison «moderne», avec une toiture en tôle ondulée. ■

SOURCE

Histoire de vie d'un migrant. Réseaux et stratégies migratoires entre le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire. Prosper Kambiré, Mémoire de diplôme, Institut Universitaire d'Études du Développement, 1994, Genève.

La vie de Pascal, paysan burkinabé et migrant, aujourd'hui vieil homme, a été reconstituée à partir d'enregistrements et de sa correspondance.